

L'espace périurbain en Brabant wallon, terre de conflits entre des « gens d'ici et d'ailleurs » ?

Local Conflicts and Periurbanization in Wallon Brabant

Stéphanie Crabeck (1), Bernard deMyttenaere (1)

(1) Institut de Gestion de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire (IGEAT)

Université Libre de Bruxelles (ULB)

stephanie.crabeck@ulb.ac.be

Résumé

Les conflits d'usage en espace périurbain liés à la dimension foncière ont jusqu'à présent souvent été abordé à partir d'un clivage entre les populations néo-rurales et rurales ; cette dernière catégorie renfermant l'idée selon laquelle les ruraux sont des gens de la terre. Or, dans l'espace périurbain Brabançon wallon, dont il est question ici, il apparaît que les propriétés sociales des individus natifs de cette région ne sont pas forcément agricoles. Il est donc intéressant d'approfondir une analyse de ces populations périurbaines pour mieux comprendre qui sont les ruraux aujourd'hui et où se situent les enjeux contemporains.

Mots-clés : périurbanisation, catégories sociales, conflits d'usage, historicité, néo-ruraux

Abstract

Land-related conflicts in periurban areas have often been addressed in terms of a divide between neo-rural and rural populations, the latter category supposedly being made up of people who are 'of the land'. But natives of Walloon Brabant are not necessarily from farming backgrounds. It is worth examining these periurban populations more closely, then, to understand who rural people are nowadays and where contemporary issues lie.

Key-words: Periurbanization, social category

Introduction

L'espace périurbain du Brabant wallon est-il un territoire qui connaît une opposition entre ses « anciens » habitants, « ruraux traditionnels », ceux qui sont natifs du lieu où ils habitent, et ses « nouveaux arrivants », les « néo-ruraux » ou les citadins qui sont venus s'y installer en cours de vie ?

Depuis une trentaine d'années, comme c'est le cas dans les la plupart des pays industrialisés, les espaces ruraux belges sont en pleine mutation. Dans un contexte d'immigrations résidentielles importantes de populations urbaines, les campagnes situées à la périphérie des grandes agglomérations connaissent des modifications sérieuses et brutales de leurs structures sociales et spatiales. Les recherches en sciences sociales¹ ont mis en évidence que cette « résidentialisation de la campagne » par les urbains induit un rapport de force entre deux types d'acteurs : « les gens d'ici et les gens d'ailleurs ». Né de la rencontre entre des ruraux, natifs du village, et des néo-ruraux venus de la ville, ce rapport de force provoquerait une perte de cohésion sociale et politique, ainsi que des conflits d'usage concernant le territoire, liés au dédoublement de la fonction de ce dernier : agricole pour les uns et résidentielle pour les autres.

Cet article poursuit trois objectifs. Le premier consiste à synthétiser un phénomène international propre aux pays industrialisés (Europe, Etats-Unis), mais dont la problématique repose sur un certain nombre d'*a priori* qui nécessitent d'être remis en question. En un mot, il s'agit de vérifier la pertinence actuelle de la distinction de ces deux catégories d'habitants -« ruraux » et « néo-ruraux »-, pour identifier la nature des conflits d'usage au sein des populations en milieu périurbain du Brabant wallon. Tout d'abord, la notion de rural renferme l'idée selon laquelle les ruraux sont des « gens de la terre », or, à l'échelon local, il apparaît que les propriétés sociales des individus ne sont pas forcément identiques. Il s'agira dès lors de se ré-interroger sur l'identité des habitants du Brabant wallon. Le deuxième objectif est d'analyser les enjeux territoriaux d'un espace qui a vécu plus de trente ans de périurbanisation, et qui compte la présence d'une deuxième génération de « néo-ruraux » n'ayant en fait jamais vécu en ville. Quels sont actuellement les territoires d'enjeux ? Y a-t-il des groupes d'habitants en opposition, et si c'est le cas, quels sont-ils ? Quelles sont les nouvelles inégalités ? Enfin, le troisième objectif sera d'interroger les images, les clichés qui viennent immédiatement à l'esprit quand on parle de périurbanisation, comme la disparition des espaces verts et agricoles, la saturation immobilière, la domination culturelle et politique des « néo-ruraux ».

1. Qu'est-ce que le milieu périurbain ?

Avant d'exposer et d'analyser les différentes catégories de population présentes en Brabant wallon, il est indispensable de présenter clairement le type de territoire étudié et d'en décrire les spécificités.

¹ Voir les travaux de B. Kayser, H. Mendras ou J.-D. Urbain.

D'un point de vue géographique, le Brabant wallon est une province² wallonne, située à une trentaine de kilomètres au sud-est de Bruxelles. Le territoire est séparé de la Région bruxelloise par la province du Brabant flamand. Les autoroutes et les routes nationales, disposées en étoile à partir de Bruxelles, inscrivent les communes du Brabant wallon dans le rayon d'influence d'un réseau de communication national (la province est le passage obligé pour tous les Wallons vers la capitale fédérale) et international. Au cours de l'histoire, le visage de cette province a considérablement évolué : jadis exclusivement agricole, hier en partie industrielle, et aujourd'hui zone résidentielle verte aux portes de la capitale. La province du Brabant wallon (1 090,56 km²) couvre un quinzième du territoire de la Région wallonne (16 844,18 km²) et un vingt-huitième de la Belgique (30 527,91 km²). 60% du territoire sont couverts par les surfaces agricoles, les qualités du sous-sol étant favorables à cette activité. Cette proportion est d'ailleurs plus importante que dans les autres provinces wallonnes, qui sont davantage boisées³.

Qu'est-ce que l'espace périurbain ? Pour T. Eggerickx, C. Capron, J.-P. Hermia et M. Oris du Centre d'étude de Gestion Démographique de l'Université catholique de Louvain, situé au cœur du Brabant wallon : depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord sont le théâtre d'un processus de redistribution spatiale de la population, qui a pour nom périurbanisation. De manière générale, ils définissent la périurbanisation comme une migration résidentielle importante de populations urbaines vers les espaces ruraux périphériques des grandes agglomérations. Ce processus implique que les urbains installent leur lieu de résidence à la campagne, mais restent en contact avec la ville car ils continuent à y travailler. Pour ces nouveaux arrivants, qui font quotidiennement la « navette » vers la ville, ville et campagne ont des fonctions différentes et complémentaires : le milieu urbain constitue un lieu de travail et le milieu rural, un lieu où l'on vit. Dans la plupart des cas, selon ces auteurs, ce phénomène s'accompagne d'une évolution de l'occupation du sol, en faveur de l'espace urbanisé et au détriment de l'espace agricole : construction de nombreux logements, d'infrastructures diverses, implantation de nouveaux services, etc. Par ailleurs, ils ont mis en évidence que l'accroissement démographique et le développement de nouveaux usages du territoire renforcent les tensions sociales quant à l'accès, l'occupation et le contrôle de la terre (Eggerickx, Capron, Hermia, Oris, 2002).

2. Périurbanisation, conflits d'usage et groupes sociaux

Le discours dominant utilise des typologies qui se fondent sur l'opposition entre « rural » et « néo-rural » pour expliquer les conflits liés à l'appropriation, l'occupation et la gestion même de la terre en milieux rural et périurbain. Ces typologies sous-entendent une opposition entre une fonction agricole et une fonction résidentielle. Mais cette opposition comme outil d'analyse a-t-elle sa logique dans l'espace rural du Brabant Wallon ?

² Administrativement, on peut comparer la notion de province en Belgique à celle de département en France.

³ A titre de comparaison, le territoire wallon est occupé à 52,6% par des surfaces agricoles, 13,6% par des zones bâties et 29,5% par des forêts (Tableau de bord de l'environnement wallon, 2004).

Il est tout d'abord intéressant de s'interroger sur l'origine de l'utilisation de cette opposition. La sociologie rurale est, en réalité, une discipline très jeune en Europe. Apparue dans les années 1920 au Etats-Unis, elle s'est développée en France après la Seconde Guerre Mondiale, autour d'Henri Lefebvre⁴. Selon M. Robert, en France, pays de grande tradition agricole, la sociologie rurale a été, jusque dans la fin des années 1980, une sociologie des agriculteurs : « il semblait que c'était là le noyau de sa spécificité, et que tout ce qui n'était pas paysan était hors sujet ou, pire, banal et déjà connu » (Robert, 1986, p.6). Rien d'étonnant alors à ce que l'on ne se soit pas penché immédiatement sur la distinction entre le rural et l'agricole pour étudier les conflits d'usage dans les milieux périurbains. Cette approche se retrouve en Belgique, puisque les chercheurs belges s'inspirent largement des publications françaises.

Or, le monde rural belge n'est pas celui de la France : dans les campagnes du Brabant wallon, les ruraux ne sont pas toujours des gens de la terre et les néo-ruraux ne sont plus nécessairement des immigrés urbains.

2.1. La périurbanisation : un phénomène ancien en Brabant wallon

Si la périurbanisation est un phénomène que l'on retrouve typiquement dans de multiples régions d'Europe et d'outre-Atlantique, elle prend un caractère particulier à une plus petite échelle territoriale. En Brabant wallon, par exemple, contrairement à d'autres régions (principalement les Etats-Unis), la périurbanisation est un phénomène ancien ; celle-ci touche la province depuis plus d'un siècle.

Au 19^{ème} siècle, du fait de son entrée précoce dans le mouvement de la Révolution Industrielle (après l'Angleterre), du développement et de l'accroissement rapide du secteur secondaire, l'espace rural brabançon est peu touché par le processus d'exode rural. Il connaît au contraire l'arrivée d'une vague de migration composée par des populations ouvrières. « Six secteurs d'emploi : carrières, papeteries, textile, sucreries, sidérurgie et ateliers de construction de chemin de fer qui occupent alors chacun une main-d'œuvre quasi égale ou supérieure à un millier de travailleurs, engendrent un regroupement démographique, et parfois même de fortes concentrations de population dans un milieu alors rural » (Zélias, 1996). Par ailleurs, la mise en service d'un système d'abonnements de chemins de fer pour les ouvriers participe à ce premier retour à la campagne en permettant aux travailleurs de faire la navette entre leur domicile et leur lieu de travail. Une première séparation des fonctions marque donc le territoire et, déjà à cette époque, « on assiste à l'abandon de nombreux bâtiments agricoles, transformés en résidences bourgeoises ». (Société Royale Belge de Géographie, 1992, p.18).

L'atmosphère villageoise est donc déjà loin d'être neutre puisque, à côté d'une population néanmoins toujours majoritairement agricole (et parmi celle-ci, des chefs d'exploitation, des aides familiales occupées généralement aux travaux agricoles, des domestiques et des employés agricoles), s'ajoutent de nombreux ouvriers, parmi lesquels beaucoup ne sont pas issus de la région, mais aussi des artisans, des commerçants et des petits entrepreneurs. Le clivage entre les « anciens » et les « nouveaux » est donc déjà bien présent.

⁴ Henri Lefebvre (1901-1991) était Philosophe et Professeur de sociologie.

Enfin, au 19^{ème} siècle, le clivage ne concerne pas uniquement les agriculteurs et les ouvriers : l'espace correspondant à l'actuelle province de Brabant wallon était aussi celui de riches propriétaires terriens. A cette époque, la possession de la terre est synonyme de richesse, et à côté des propriétés de la noblesse, se constituent d'importants domaines appartenant à une nouvelle aristocratie industrielle et financière à la recherche de consécration sociale (familles Boël, Solvay, Janssen, de Launoit, etc.). Cette catégorie de la population détient également le contrôle et la gestion de la politique locale : comme le souligne Meuwissen, « les fermiers de Boël n'osaient pas voter pour un autre parti que le PRL⁵ » (Meuwissen, 1994, p.61).

2.1.1. Le périurbain brabançon wallon aujourd'hui : « Wallifornie » verte

Si le paysage rural du Brabant wallon est, tant sur le plan spatial que social, en évolution depuis plus d'un siècle, les changements se sont accélérés aux cours de ces trente dernières d'années et leur nature s'est modifiée. En effet, depuis le XIXe siècle, les caractéristiques sociales des migrants et leurs motivations sont radicalement différentes. Alors que jadis, la migration concernait une population pauvre en quête d'emplois, elle est de nos jours plutôt synonyme de promotion sociale pour une classe urbaine aisée à la recherche d'un cadre de vie résidentiel « vert ».

Quelles sont les caractéristiques du processus de périurbanisation en Brabant wallon ? Le premier fait marquant concernant l'évolution du Brabant wallon au XXe siècle est son accroissement démographique considérable et sans correspondant dans aucune autre province du pays : entre 1961 et 1996, la population s'est accrue de 63,5% en seulement 35 ans, passant de 207 301 à 339 062 habitants. Alors que la croissance démographique de la Belgique n'est que de 10% sur la même période, les statistiques de migration montrent que l'arrivée massive de ménages d'origine bruxelloise est à la source de ce phénomène.

Tableau 1

Importance démographique du Brabant wallon, En Belgique et en Wallonie		
1848	3,5 % du Royaume	et 8,02 de Wallonie
1910	2,39 %	6,14 %
1947	2,14 %	6,19 %
1961	2,26 %	6,68 %
1981	2,95 %	9,03 %
1994	3,29 %	9,86 %
1996	3,34 %	10,23 %

Source : INS

⁵ Le PRL : Parti Réformateur Libéral est un parti de droite francophone. Il s'appelle actuellement MR : Mouvement Réformateur, depuis 2002.

Tableau 2

Accroissement de population entre 1846 et 1996			
Brabant wallon	+ 140,5%	Belgique	+ 133,8%
Accroissement de population entre 1961 et 1996			
Brabant wallon	+ 63,5%	Belgique	+ 9,9%

Source : INS

Tableau 3

Evolution de la population depuis 1846		
	Brabant wallon	Belgique
1846	140 982	4 337 196
1996	339 962	10 143 047

Source : INS

Comme le montrent les tableaux ci-dessus, la croissance démographique de la province du Brabant wallon constitue les deux tiers de celle de la Wallonie (155.343 habitants pour la Wallonie, dont 104.066 issus du Brabant wallon). La conséquence d'un tel afflux est une nouvelle modification des structures sociales villageoises, qui se traduit par un renversement de ses catégories de populations : la population native du Brabant wallon s'est proportionnellement amoindrie puisqu'elle comptait 75% des habitants en 1930, et n'est plus que de 43% aujourd'hui (de Bie, 1996, p. 123). D'autre part, ce processus s'est aussi accompagné d'un changement dans l'occupation du sol : entre 1982 et 1997, la proportion d'espace urbanisé en Wallonie est passée de 6,4 à 7,9 %, soit une augmentation de 25%.

Tableau 4

Evolution du parc de logements privés 1970-1991			
1970	1981	1991	Taux de croissance
76 363	100 459	114 659	150

Source : INS

Depuis une trentaine d'années, la province apparaît aussi comme une sorte « d'eldorado » ; certains parlent même de « Wallifornie⁶ ». Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce surnom : tout d'abord, au cours des dernières décennies, comme le montre le tableau suivant, la croissance de l'emploi dans le secteur tertiaire, alors qu'elle est négative pour la Région de Bruxelles Capitale, est spectaculaire dans le Brabant wallon : + 36,2%.

De 1980 à 1994, le nombre d'emplois salariés en Brabant wallon est passé de 68 330 unités à 79 010, soit une croissance de 15,63%. L'écart avec les trois Régions et avec la moyenne nationale est élevé, puisque cette croissance d'emplois salariés est de 9,96% en Flandre,

⁶ Paquay, 1996 Ce terme est aussi couramment utilisé dans la presse. Voir par exemple *Le Vif L'Express*, 10-16 novembre 1995, n°2314, p.50.

tombe à 1,53% pour l'ensemble du pays et est négative en Wallonie (-5,87%) et à Bruxelles (-9,9%) (de Bue, 1996, p. 74). Cette évolution est principalement le résultat d'une croissance de l'offre d'emplois salariés dans les centres d'activités et parcs scientifiques et d'affaires de la conurbation Ottignies - Louvain-La-Neuve – Wavre. Ceux-ci, comptant plus de 400 entreprises sur 600 ha, ils offrent de l'emploi à environ 15 000 personnes.

Tableau 5

Nombre de travailleurs salariés dans le tertiaire			
	1980	1994	1980-1994
Belgique	1 951 691	2 240 594	+ 14,8%
Bruxelles	510 414	584 441	- 4,9%
Flandre	898 512	1 155 270	+ 28,6%
Wallonie	542 765	599 884	+ 10,5%
Brabant Wallon	43 848	59 723	+ 36,2%

Source : ONSS

Le deuxième facteur découle du premier : de toutes les provinces wallonnes, le Brabant wallon dispose de la moyenne de revenus la plus élevée par habitant : 16% supérieur à la moyenne belge, alors que le revenu par tête des autres provinces wallonnes est inférieur de 10,5% à cette même moyenne.

Enfin, avec l'arrivée de populations aisées et parfois fortunées, de nombreuses communes brabançonnaises sont devenues les plus riches de Wallonie et de Belgique (Lasne y figure en tête) et connaissent une flambée des prix du logement. Dans les années 1990, les indices socio-économiques selon le milieu d'habitat recensés par l'INS révèlent que le prix moyen des logements est de 34% supérieur à celui observé dans les agglomérations urbaines de la Région wallonne, que 51% de ces logements disposent du « grand confort⁷ » et que le nombre de grands logements, plus de 125m², est proportionnellement surreprésenté (Eggerickx 2002). Sans oublier que de nos jours, la province offre, malgré son caractère rural, toutes les facilités, services, commerces, propres aux grands centres urbains.

En résumé, le Brabant wallon est perçu comme la banlieue « verte » de Bruxelles, mais il constitue également un espace économiquement et socialement favorisé. Quelles sont les conséquences de ces changements démographiques ? Quelles relations sociales s'établissent entre les « natifs » et les « nouveaux arrivants » ? Les risques de conflit d'usage ou de compétition pour l'espace découlent-ils essentiellement de l'association ou de l'opposition souvent mise en évidence entre « néos » et « ruraux » ? Etant donné que parmi les natifs, il faut distinguer les descendants des familles d'agriculteurs, des ouvriers et des grands

⁷ L'INS définit le « grand confort » L'I.N.S. définit les catégories de confort comme suit : sans confort : logements n'ayant pas le petit confort ; petit confort : logements équipés d'eau courante, de WC intérieur au logement et de salle de bain ; moyen confort : logements équipés de petit confort et de chauffage central ; grand confort : logements équipés du confort moyen, d'une cuisine (de min.4 m²), du téléphone et dont les ménages disposent d'une voiture.

propriétaires terriens, l'objectif est ici de s'interroger sur ce qui différencie les « anciens » entre eux et les « nouveaux » entre eux, sur les types de combinaisons sociales qui s'y réalisent, sur l'objet des nouveaux enjeux sociaux et territoriaux.

2.1.2. Des ruraux « victimes » de l'arrivée des néo-ruraux ?

Après la Seconde Guerre mondiale, alors que l'urbanisation des espaces périurbains s'emballe, le monde agricole s'affaiblit. L'étude de Bovenrade sur l'agriculture en Brabant Wallon révèle que le Brabant wallon a, au cours des dernières décennies, perdu de manière très rapide près de 3 000 ha de terres agricoles, passant de 67 601 ha à 64 656 ha, soit un peu moins de 5% sur la période 1977-1992 (Bovenrade, 1996, pp 50-59). Mais ce déclin est-il exclusivement dû à une urbanisation résidentielle propre à la périurbanisation, à une domination des nouveaux arrivants urbains par rapport aux populations agricultrices, de l'empiètement de la nouvelle fonction résidentielle ? Les néo-ruraux sont-ils des colonisateurs, des usurpateurs ? Ce comportement est encore largement évoqué aujourd'hui pour décrire la migration des populations urbaines vers les espaces ruraux périphériques comme un processus colonisateur, d'imposition de mode de vie et d'usage urbain de la terre, d'un monde dominant sur un autre. Mais cette analyse est-elle fondée et suffisante pour rendre compte des modifications spatiales et sociales introduites dans ces lieux ? Pas uniquement.

Bovenrade fait remarquer que le Brabant wallon a perdu 5% de ses surfaces agricoles ces dernières décennies, mais il souligne également que sur le même laps de temps, l'ensemble de la Wallonie en a perdu environ 8, soit 3 % de plus que le Brabant wallon. (Bovenrade, 1996, p. 55). Par ailleurs, s'il compte qu'il restait en moyenne en 1992 77 exploitants en Wallonie, alors qu'il y en avait encore 100 en 1982, il rappelle que la superficie moyenne par exploitant augmente quant à elle considérablement, passant de 27 à 35,5 ha.

C'est plutôt la crise de surproduction que connaît l'agriculture belge sur le marché mondial qui est à l'origine du phénomène de réduction des espaces agricoles. En effet, depuis la fin de la Première Guerre Mondiale, la concurrence, la mécanisation, et plus tard la politique agricole commune, mais aussi l'information et la recherche agronomique permettent d'augmenter les rendements. Les agriculteurs d'aujourd'hui sont donc de moins en moins nombreux, mais ils sont aussi devenus de véritables propriétaires terriens.

Cette nouvelle situation offre plusieurs éventualités aux agriculteurs. Certains, en réorientant leurs entreprises vers la culture et la polyculture (pommes de terre, légumes, fruits, chicorée, colza...), trouvent aisément acquéreurs du fait de la proximité avec la capitale et de la densité périurbaine de la province. Dans leur cas, l'exploitation agricole devient une petite entreprise. Parmi les autres, ceux qui ne peuvent faire face à ces nouvelles exigences, à l'investissement et au regroupement des terres, ou qui ne trouvent pas de successeur, un grand nombre trouvent un intérêt dans la périurbanisation (Société Belge de Géographie, 1992, p.12). Ils y trouvent en effet une nouvelle source de revenus par la vente de leurs terres - le prix du terrain à bâtir étant, selon De Bie, « vingt fois supérieur en moyenne à celui des terres agricoles » (de Bie, 1996). De plus, l'existence de grandes parcelles ou de groupes de parcelles d'un seul tenant a facilité l'implantation de lotissements. Enfin, des agriculteurs reconvertissement également leurs anciennes propriétés agricoles en terrain de golf, comme par exemple la ferme d'Hulencourt (Société Royale Belge de Géographie, 1992, p. 12). Dans ce contexte, ils constituent aussi un groupe

d'acteurs qui souhaitent garder la mainmise sur le pouvoir communal, d'autant plus depuis la décentralisation des pouvoirs⁸.

Aujourd'hui, les descendants des grands propriétaires terriens (c'est-à-dire les grands patrons d'industrie) ne sont plus ceux de jadis, et ils sont aussi beaucoup moins nombreux. Posséder de grands domaines étant aujourd'hui beaucoup moins rentable que d'autres opérations financières, beaucoup ont vendu, loti, ou reconverti (bureaux, golf) tout ce qui était terrain à bâtir. Ils ont donc eux aussi rencontré le souhait des migrants urbains à la recherche d'horizons plus verts, et maintenu leur pouvoir sur la politique locale. C'est ainsi que, jusque dans les années 70, alors que les préférences électorales dans certaines communes (La Hulpe par exemple) allaient au parti socialiste aux législatives, la tendance s'inversait lors des communales. Selon Meuwissen, « par crainte de perdre leur emploi, les ouvriers n'osaient pas voter pour un autre parti que celui de leur employeur. Dans certains cas, comme dans les entreprises Solvay, pour travailler, il fallait avoir sa carte de parti » (Meuwissen, 1994, p. 95).

Par ailleurs, la périurbanisation a aussi servi de vecteur à l'intégration au territoire. Après plus d'une trentaine d'années de périurbanisation (le temps d'une génération), la frontière entre « natifs » et « migrants » est de plus en plus imprécise et les tensions n'y sont probablement pas ici plus tendues qu'ailleurs. Comme le rappelle Albarello, un sentiment d'appartenance est présent chez les néo-ruraux : « les enfants des nouveaux venus des années 60 et 70 sont nés dans le Brabant wallon, ils y ont grandi et y vivent à présent ; ils s'y sentent chez eux. Directement originaires du milieu rural, ceux-ci ont pris progressivement une place active dans la vie locale, parfois même davantage que les natifs » (Albarello, 1996, p 102). Parallèlement, les « natifs » s'acculturent aussi parfois aux valeurs et modes de vie des citadins, comme en témoigne la construction par des « autochtones » de maisons pavillonnaires - modèle importé par les urbains. Les ruraux d'origine participent donc eux aussi au glissement vers un mode de vie urbain.

La périurbanisation n'est pas assimilable au processus de colonisation mais participe bien à celui d'une appropriation. Celle-ci est triple dans le Brabant wallon : elle concerne en premier chef les représentations puisque les néo-ruraux ont apporté un nouveau regard sur le milieu rural. On observe en second lieu une appropriation par l'usage ; en l'occurrence résidentiel, et enfin, une appropriation de droit : les néo-ruraux sont légalement propriétaires des terres sur lesquelles ils ont fait construire ou acheté leur logement. Les migrants n'ont donc pas spolié le territoire aux agriculteurs. Ils se sont approprié un espace et y ont inventé un nouvel usage. Mais il faut garder à l'esprit que la production du nouveau type de territoire s'est réalisée à plusieurs : de nombreux ruraux -agriculteurs et propriétaires terriens- ayant largement collaboré aux processus.

⁸ L'aménagement du territoire a connu une décentralisation d'une partie de sa gestion au profit des communes.

3. Vers de nouveaux clivages et de nouvelles alliances

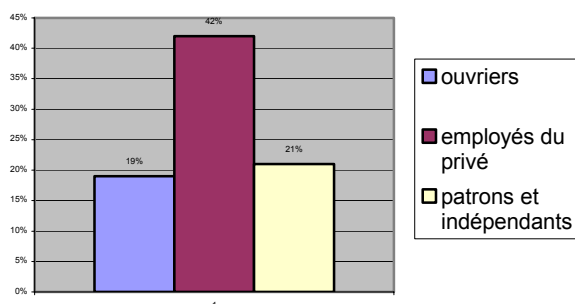
On l'a vu, les ruraux ne sont pas des « colonisés », des victimes de la migration urbaine. La périurbanisation a-t-elle pour autant induit une relation gagnant-gagnant avec l'ensemble des catégories rurales et néo-rurales ? Pas si sûr...

Les bouleversements démographiques affectent l'occupation du sol mais aussi les rapports politiques et autres systèmes de décisions, notamment en matière d'aménagement du territoire. Ceux-ci, s'ils peuvent être profitables pour certains, pénalisent parfois d'autres catégories de population. Toutefois, à l'heure actuelle, dans les communes périurbaines du Brabant wallon, les oppositions se fondent de moins en moins sur des origines urbaines ou rurales, mais de plus en plus souvent sur des critères sociaux et de revenus.

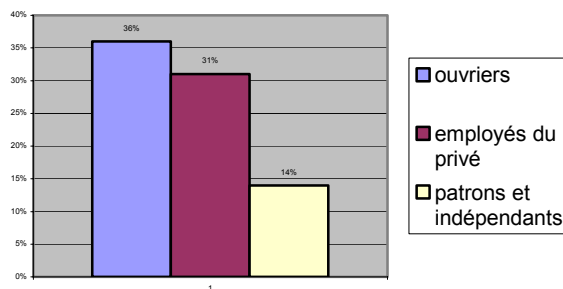
3.1. Les vraies victimes

Le Brabant wallon « gagne maintenant environ 4 000 nouveaux habitants par an, souvent des ménages bruxellois relativement aisés, et il en perd en moyenne 2 000, dont bon nombre de chômeurs ou minimexés » (de Bie, 1996, p. 126). Ainsi, au-delà d'une « domination » quantitative, il existe une différenciation liée au statut socioprofessionnel des migrants. La reconversion économique, qui a ouvert de nombreux nouveaux emplois dans des entreprises de pointe (chimie, industrie pharmaceutique), de recherche, l'enseignement (Université Catholique de Louvain la Neuve) et les services associés, a drainé vers le Brabant des populations jeunes mais surtout des travailleurs « intellectuels » (Paquay, 1996, p. 83). Les victimes de ce choix économique ne sont pas tant les descendants d'agriculteurs que les descendants des ouvriers. En effet, si l'emploi s'est sensiblement accru dans le Brabant wallon en une trentaine d'années (plus de 27 000 postes), c'est l'emploi de type intellectuel qui a essentiellement progressé. D'après Paquay, « en 1974, plus de 55% de l'emploi salarié et appointé était un emploi industriel, contre 45% d'emplois dans le secteur tertiaire. Ce rapport s'est aujourd'hui largement inversé, puisque le premier avoisine les 30%, et le second les 70% » (Paquay, 1996, p. 83).

Graphique 1. Entrants en Brabant wallon



Graphique 2. Sortants vers la périphérie



Source : INS, Registre national

Tableau 6

Evolution de l'emploi salarié en Brabant wallon						
	1974		1984		1994	
	Nombre	Indice	Nombre	Indice	Nombre	Indice
Travailleurs manuels						
Hommes	29 496	100	19 063	100	20 364	71
Femmes	6 327	100	5 310	100	6 922	109
Total	34 823	100	24 373	100	27 286	78
Travailleurs intellectuels						
Hommes	15 216	100	19 316	127	25 264	166
Femmes	10 830	100	17 864	165	26 460	244
Total	26 046	100	37 180	143	51 724	199
Travailleurs manuels et intellectuels						
Hommes	43 172	100	38 379	88	46 628	104
Femmes	17 157	100	23 174	135	33 382	195
Total	60 869	100	61 553	101	79 010	130

Source : ONSS

En effet, la disparition progressive de l'industrie a été compensée par la création de zonings d'activités répondant à une volonté de résorber les pertes d'emplois et de diversifier l'économie. L'étonnante augmentation de l'emploi salarié depuis les années 70 rend compte de cette réalité.

Cette évolution a eu deux conséquences sociales majeures pour les populations ouvrières. D'abord, les choix de reconversion dans le secteur tertiaire, chimique et pharmaceutique, nécessitant des emplois à haute qualification, n'offre que peu de possibilités de reclassement aux travailleurs des entreprises faillies. Ceux-ci ont souvent basculé dans le chômage de longue durée, leurs qualifications ne correspondant plus aux besoins de nouveaux secteurs en développement. Cette situation est bien évidemment dramatique pour ces populations établies dans la province depuis plusieurs générations, qui se retrouvent dans l'impossibilité de faire face au boom de l'immobilier, induit par l'arrivée massive de

résidents nantis. Le prix des maisons du Brabant wallon est désormais 50% plus élevé que la moyenne nationale (de Bie, 1996, p. 124). Beaucoup de ces ménages n'ont d'autre choix que l'émigration vers des régions où l'immobilier est moins cher (au Sud du sillon Sambre et Meuse, par exemple).

Les vraies victimes de la périurbanisation sont les classes les moins nanties : celles qui n'ont pas fait de grandes études, qui n'ont pas d'emploi ou de hauts revenus et qui ont des difficultés à résider dans la province. Les possibilités d'accès au logement et à la terre déclinent par un manque financier mais aussi par la domination politique de certaines catégories. La particularité du Brabant wallon tenant du fait que cette domination discriminante relève de la prise du pouvoir communal aussi bien par des agriculteurs que des néo-ruraux.

En effet, deux types de communes coexistent, celles où les « natifs » continuent à participer largement à la gestion municipale, et les autres. Dans le premier cas, comme l'a remarqué Berger dans la région périurbaine parisienne, « le pouvoir des *natifs* leur permet de veiller à la défense de leurs intérêts de propriétaires de terrains potentiellement constructibles » (Berger, 2004). Ceux-ci sont donc favorables à la poursuite du processus d'immigration et de construction d'habitat. Ils rencontrent le désir des migrants aisés, mais participent au processus de ségrégation sociale induite par le boom immobilier, et donc à l'émigration d'une autre catégorie de natifs : les ouvriers, ou plus généralement les moins nantis.

Dans le deuxième cas de figure, parfois, lorsque le pouvoir politique est dans les mains des « migrants », on peut voir au contraire se mettre en place une tendance inverse au processus de périurbanisation. Il arrive que les premiers arrivés, par crainte de voir disparaître le cadre de vie champêtre qui les avait attirés dans la région, corrigent les politiques d'aménagement du territoire locales afin de freiner l'arrivée de nouveaux habitants. Dans la commune de Lasne, par exemple, les élus - des « néo-ruraux » - ont établi des critères de taille minimale très imposantes pour les nouvelles constructions (Eggerickx, Capron, Hermia, Oris, 2002, p. 80). Ce processus résidentiel ségréatif engendre un écrémage social et financier, qui permet aux propriétaires de conserver la valeur de leur bien immobilier, mais également des espaces de vie socialement plus homogènes et élitistes.

Ces exemples montrent encore une fois que dans le Brabant wallon, la périurbanisation n'est pas le fait unique des urbains, mais il est le fruit d'une alliance avec certains locaux.

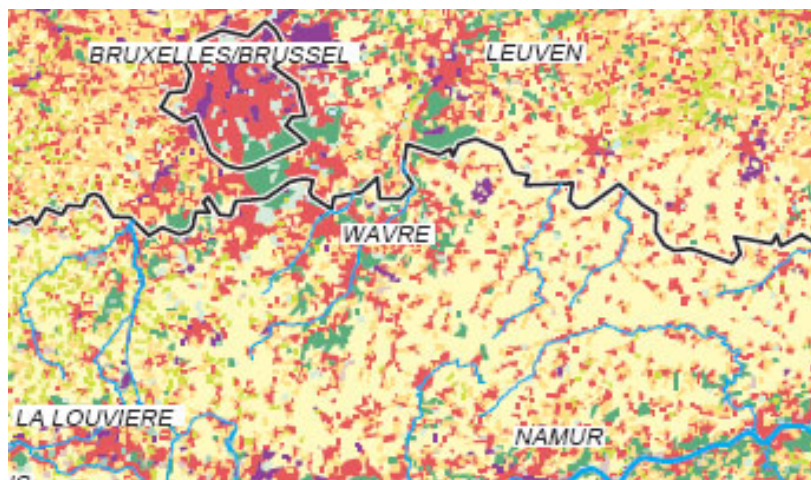
3.2. Vers une saturation immobilière ?

Eggerickx l'a démontré : « la périurbanisation s'accompagne inexorablement de l'augmentation de l'espace bâti, et donc d'importants changements dans l'occupation du sol. Entre 1982 et 1997, la proportion d'espace urbanisé en Wallonie est passée de 6,4 à 7,9%, soit une augmentation relative de 25% » Mais le Brabant wallon va-t-il réellement vers une saturation des capacités d'accueil ? La prépondérance des surfaces indiquées en jaunes - couleur attribuée aux espaces agricoles - sur la carte d'occupation des sols de la province et les chiffres de la Fondation économique et sociale du Brabant wallon analysés par De Bie (1996, pp. 118-135) sont significatifs à ce propos. « Sur les quelques 109 220 ha de la province, 83 660 ha ne sont pas urbanisables (bois, terres agricoles, routes, soit 76,6%) et 25 560 ha sont urbanisables (soit 23,4%), toutes fonctions confondues -habitat, activités économiques, équipements- » Or, à peine la moitié de cette surface est

aujourd'hui réellement urbanisée. De Bie ajoute par ailleurs que « le Brabant wallon reste en dessous de la densité de population moyenne belge par km² (310,90 habitants par km² contre 332,25 au niveau national), derrière toutes les provinces flamandes, sauf le Limbourg, et même derrière le Hainaut » (de Bie, 1996, p. 132). A titre indicatif, selon Oris, la proportion d'espace urbanisé en Wallonie est passée « de 6,4 % à 7,9%, soit une augmentation relative de 25% entre 1982 et 1997 » (Oris, 2001). On est donc très loin de la saturation immobilière claironnée. Autrement dit, la hausse vertigineuse des prix est d'abord liée à d'autres facteurs, comme celui du pouvoir d'achat des migrants, entre autres.

La terre, en tant qu'espace potentiellement constructible, est l'objet des enjeux et des conflits qui peuvent apparaître pour la prise du pouvoir local.

*Carte 1. Occupation du sol pour la Wallonie et les régions limitrophes :
Agrandissement au niveau de la province du Brabant wallon*



3.3. Saturation démographique ?

Par rapport à l'ensemble des provinces wallonnes, la densité de peuplement du Brabant wallon apparaît élevée (310, 90 habitants par km²) -même si celle de la province du Hainaut est supérieure (339,37 habitants par km²)-, mais elle ne surpasse aucune province flamande, et demeure en dessous de la moyenne nationale (332, 25 habitants par km²). L'absence de grande ville⁹ en constitue la principale raison.

Conclusion

Dès son origine, la croissance périurbaine en Brabant wallon ne répond pas au modèle trop simpliste d'un espace victime d'une dualité entre « anciens ruraux » et « nouveaux

⁹ Les villes du Brabant Wallon comptent entre 10 000 et 30 000 habitants.

ruraux ». Si l'on doit accuser les migrations résidentielles de colonisatrices des espaces agricoles, il faut garder à l'esprit que ce processus n'est pas nouveau et prend ses origines au XIX^e siècle, comme en témoignent la grande diversité sociale des populations migrantes et une tradition de navettes depuis le 19^{ème} siècle.

Dans le cadre d'une réflexion sur la cohésion entre habitants au niveau local, il semble utile d'attirer l'attention sur l'utilisation scientifique, mais aussi médiatique, de catégories identitaires telles que les « néo-ruraux » et les « ruraux ». Si ces notions font effectivement l'objet d'un usage commun, elles renferment des significations qui ne sont pas applicables à tous les territoires ruraux ou périurbains. Ainsi, les « ruraux » du Brabant wallon ne répondent pas tous à l'image de l'agriculteur. Ceux que l'on considère comme « natifs » à l'heure actuelle se révèlent divers et composites (ouvriers, propriétaires terriens, etc.). Par ailleurs, comme le souligne Mormont et Mougénot dans *L'invention du rural*, « aujourd'hui, les habitants des campagnes ne se sentent pas nécessairement des ruraux et ne se reconnaissent pas toujours dans ce mot, et les promoteurs de la ruralité ne sont pas toujours des ruraux ou des gens de la terre » (Mougénot, Mormont, 1989, p7). D'autre part, les recherches empiriques de Noël et Clette ont mis en évidence que « le fait d'avoir habité précédemment en milieu urbain ou en milieu rural ne constitue plus un critère de distinction entre les habitants (...) et qu'en outre, les concepts de *ruraux*, *néo-ruraux* sont peu mobilisés par les habitants pour se désigner mutuellement » (Clette et Noël, 2005, p.105).

Par ailleurs, il ne faut pas sous-estimer l'autonomie des locaux, ils s'approprient souvent le changement jusqu'à en devenir un des principaux acteurs. Il serait également dommage de surestimer celui des migrants ; ils peuvent être les défenseurs de l'environnement champêtre traditionnel. Ainsi, le processus de périurbanisation n'est pas seulement un phénomène urbain, il peut répondre aussi aux attentes, aux souhaits de certains ruraux. L'image d'une terre rurale victime d'une colonisation urbaine est facile mais erronée. Dans le cadre d'une vraie colonisation, il y a enrichissement des allochtones au détriment des indigènes. Or dans le cas de la périurbanisation, même lorsque les élus sont des agriculteurs, l'objectif des conseils communaux ne consiste pas uniquement à préserver une activité agricole, traditionnelle de la région, face aux intérêts immobiliers des migrants. Nombreux sont les élus d'origine rurale qui prennent des dispositions pour aménager la périurbanisation et la création de lotissements. De ce contexte, naissent des alliances entre des agriculteurs et des nouveaux arrivants à la recherche d'un terrain.

A l'inverse, des oppositions peuvent se manifester entre néo-ruraux, lorsque certains, déjà installés, développent des stratégies de protection contre l'urbanisation mais également d'autres groupes sociaux. Proche du modèle anglo-saxon de communautés de pairs, les résidents instrumentalisent des arguments écologiques et « campagnards » dans des stratégies telles que la réglementation concernant la taille minimale des habitations constructibles, rendant l'installation financièrement impossible aux classes moins aisées.

Le thème de compétition pour l'espace entre des intérêts opposés est bien là, mais l'opposition ne se situe pas uniquement et forcément entre les « gens de la terre » et les migrants. Comme le rappelle M. Mormont : « La figure de l'affrontement prend alors une autre dimension. Elle n'oppose plus seulement des urbains construisant et des protecteurs ruraux. Elle oppose autant de ruraux à d'autres ruraux que des urbains à d'autres urbains (Mormont, 1996, p.177).

Les catégories « rurales » et « néo-rurales » ne divisant pas en tant que telle la population, il semble dès lors plus intéressant de considérer les relations entre les différents groupes socio-économiques de la population. En Brabant wallon, le risque de la périurbanisation est celui d'une dualité sociale caractérisée par un nivellement socio-économique par le haut, qui se traduit par un mode de peuplement de plus en plus ségrégatif, et par le refus de mixité sociale, au détriment de la diversité des catégories rurales. Le déclin des ouvriers s'explique par les choix de reconversion économique à la suite de la désindustrialisation, par l'arrivée en puissance de catégories favorisées et par le niveau atteint par les prix fonciers. Parmi les jeunes générations rurales, les moins nantis sont confrontées aux difficultés à se maintenir dans la campagne de leur enfance (Oris, 2001). Il est à noter également qu'une part de la deuxième génération de néo-ruraux se trouve face à la même situation.

Enfin, bien loin de l'image véhiculée de l'invasion des campagnes par la ville, de la disparition des espaces verts sous l'habitat, le Brabant wallon demeure un espace favorisé du point de vue environnemental. Dans la pratique, cela pose la question de l'accessibilité des jeunes générations et des populations moins nantis au marché résidentiel de grande qualité environnementale. L'accès au cadre de vie rural semble donc de plus en plus bloqué par des facteurs économiques et dans ce contexte, la politique locale où se décident une partie des règlements d'aménagement du territoire devient le terrain des enjeux.

Références bibliographiques

- Albarelo L. (1996). « A la rencontre des Brabançons wallons », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 94-104.
- Allaer R. (1996). « La hausse de l'emploi... », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 38-43.
- Berger M. (2004). *Les périurbains de Paris, de la ville dense à la métropole éclatée ?* Paris, CNRS Editions, 320 p.
- Bourdin A. (2000). *La question locale*, Paris, PUF, 256 p..
- Bovenrade P. (1996). « Agriculture : le vert et le noir », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 50-59.
- Clette V., Noël F. (2005). *Analyse sociologique des relations sociales de proximité dans les communes d'Assesse et de Gesves*, Rapport final, ULB.
- De Bie T. (1996). « Habiter... à prix d'or », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 118-135.
- De Bue V. (1996). « Le tertiaire, premier de classe », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 74-77.
- Eggerickx T., Capron C., Hermia J.-P., Oris M., (2002). *Démographie et développement durable, migrations et fractures socio-démographiques en Wallonie (1990-2000)*, SSTC, Louvain-la-Neuve.
- Eggerickx T., Poulain M., (1993). « Les phases du processus d'urbanisation en Belgique de 1831 à 1990 », *Croissance démographique et urbanisation. Politiques de*

- peuplement et aménagement du territoire*, Séminaire international de Rabat (15-17 mai 1990), AIDELF, 5, pp. 81-82.
- Fallon C., Lamotte P. (1997). *Une réaction citoyenne. Les leçons d'un comité d'action à Mellery*, Bruxelles, Luc Pire, 189 p
- Haumont N. (2001). *Les pavillonnaires, étude psychologie d'un mode d'habitat*, Paris, L'Harmattan, 154 p.
- Heylen J.-P. (1998). « L'évolution récente de l'occupation du sol dans le Brabant wallon », *Acta Geographica Lovaniensia*, 37, pp. 157-168.
- Kayser B (1990). *La renaissance rurale. Sociologie des campagnes du monde occidental*, Paris, A. Colin, 316p.
- Meuwissen E. (1994). *Les grandes fortunes du Brabant. Seigneurs de la terre, Capitaines d'industrie*, Quorum, Ottignies-LLN.
- Meuwissen E. (1996). « Voyage autour de la terre », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 88- 92.
- Mormont M. (1996). « Le rural comme catégorie de lecture du social », Jollivet M., Eizner N. (dir.) *L'Europe et ses campagnes*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.
- Mougenot C. (1987). « Logement, assistance et promotion : la politique du logement en Belgique », *Annales de la recherche urbaine*, 33, pp. 78-86.
- Mougenot C., Mormont M. (1989). *L'invention du rural : l'héritage des mouvements ruraux de 1930 à nos jours*, Bruxelles, Ed. Vie ouvrière, 288 p.
- Mougenot C. (1991). « Architectural Quality in Belgium: Old and New Social Style », *Journal of Architectural and Planning Research*, 8 (1), pp. 48-56.
- Noël F. (2002). « Habitat et mobilité : vers de nouvelles formes d'ancrage », Vandermotten C. (dir), *Le développement durable des territoires*, Bruxelles, Ed. de l'Université de Bruxelles, pp. 161-167.
- Oris M. (dir.) (2001). *Démographie, aménagement du territoire et développement durable de la société belge*, Rapport de recherche, SSTC.
- Paquay R. (1996). « La « Wallifornie » recto-verso », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 82-87.
- Robert M. (1986). *Sociologie rurale*, Paris, PUF, 125 p.
- Société Royale Belge de Géographie (1992). *Itinéraire des fermes et de l'espace rural à Braine l'Alleud*, Bruxelles.
- Tableau de bord de l'environnement wallon*, (2004). Rapport sur l'état de l'environnement wallon, Ministère de la Région wallonne, Direction générale des Ressources naturelles et de l'environnement.
- Urbain J.-D. (2002). *Paradis verts. Désirs de campagne et passions résidentielles*, Paris, Payot, 392 p.
- Vandermotten C., Colard A. (1985). « La périurbanisation bruxelloise : le début de la fin ? », *Bulletin de la Société belge d'Etudes Géographiques*, 2, pp. 277-298.

Zélis G. (1996). « Une histoire industrielle et populaire », *Passé Présent du Brabant wallon*, Alambic, pp. 60- 73.